

Paris, le 25 Juin 2007

Fédération nationale des centres Pact Arim

Communiqué de Presse

Assemblée générale de la Fédération nationale des centres Pact Arim 21 juin 2007 à Paris

A l'occasion de son assemblée générale, la FNC Pact Arim a présenté les résultats de l'activité 2006 de son réseau (145 associations, 2 300 salariés et 2 600 administrateurs), et a organisé une table ronde sur le thème : « *Quelle contribution du parc privé à la mise en œuvre du droit au logement opposable ?* ».

■ Une activité marquée, en 2006, par des résultats en forte hausse

L'activité 2006 du Mouvement Pact Arim s'est caractérisé notamment par :

• Dans le domaine de l'amélioration de l'Habitat

- 85 000** Logements améliorés *dont 67 000 PO et 18 000 PB*
- 37 000** Interventions techniques *dont 25 000 Diagnostics*
- 900** Contrats avec des Collectivités *dont 290 OPAH*
- 28 000** Logts améliorés dans le cadre de ces contrats *(17 000 PO et 11 000 PB)*
- 900** Millions d'Euros de travaux générés
- 300** Millions d'Euros de subventions mobilisées

• Dans le domaine de l'aide aux ménages

- 270** Contrats avec des Collectivités *dont 100 MOUS*
- 11 300** Ménages aidés dans leur parcours habitat
1 800 offres nouvelles - 5 300 accès - 4200 Maintiens
- 800** Logements d'insertions produits
- 16 000** Logements ou places d'hébergement gérés
- 11 000** Familles accompagnées

• En conclusion :

- ⇒ Une forte augmentation de la production de logements à loyer réglementé (9 900 logements)
- ⇒ Une augmentation constante de l'intervention en faveur des populations spécifiques entre 2000 et 2006, soit 5 fois plus d'interventions en faveur de l'adaptation au handicap (2 000 interventions en 2000 - 10 000 interventions en 2006)
- ⇒ L'animation de plus de 50% du Marché des OPAH par le Mouvement Pact Arim
- ⇒ Une forte hausse des bénéficiaires des missions sociales, avec un total 11 300 ménages aidés dans leur parcours habitat

A noter par ailleurs, la progression régulière du chiffre d'affaire cumulé des associations du Mouvement qui s'élève en 2006 à 135 Millions d'euros

■ Une table ronde pour débattre sur la contribution du parc privé au DALO

Au-delà des chiffres, l'activité du Mouvement Pact Arim a été fortement marquée en 2006 par sa contribution aux débats sur le droit au logement opposable. Membre du comité de suivi de la loi, la Fédération a organisé dans le cadre de son AG, une table ronde sur la contribution du parc privé au DALO.

Introduite par Le Président Georges Cavallier, cette table ronde a été l'occasion de réaffirmer la position du Mouvement sur cette loi, en sept points : 1/ ne pas confondre droit au logement décent et droit à l'hébergement ; 2/ tenir compte des diversités territoriales ; 3/ résorber le déficit structurel de logements accessibles à vocation sociale et très sociale ; 4/ ne pas renoncer aux politiques d'amélioration de la qualité du parc existant (notamment l'éradication de l'habitat indigne, l'adaptation du logement des personnes à mobilité réduite, l'économie de l'énergie dans l'habitat ancien) ; 5/ mettre à contribution le parc privé et reconnaître sa place, avec le parc public, dans la mise en œuvre de la loi ; 6/ mobiliser les collectivités territoriales sans occulter le rôle majeur de l'Etat ; 7/ prévoir les moyens nécessaires à l'accompagnement social des ménages prioritaires afin de leur permettre l'accès mais aussi le maintien dans le logement.

Paul Bouchet¹, a insisté sur le rôle décisif des associations et du Haut comité l'émergence d'un droit opposable au logement, tout en soulignant la nécessité de rester vigilant sur sa mise en œuvre effective. Il a précisé les apports de celle-ci et les prochaines étapes du processus. Philippe. Pelletier² a encouragé les associations à la prise en gestion des logements sociaux et très sociaux et à l'accompagnement des ménages dans le parc privé, notamment en location et sous location. Il s'est dit prêt à réfléchir à l'adaptation des dispositifs ANAH sur la prise en charge des risques liés à la dégradation des logements. Jean-Luc Berho³ a mis l'accent sur l'importance de la mise en œuvre de la garantie universelle du risque locatif et sur le souhait que le parc privé à loyers sociaux y prenne toute sa place. Enfin, Philippe. Bry⁴, a re-affirmé l'intérêt de l'Etat pour le développement de la maîtrise d'ouvrage associative, notamment en faveur des ménages en difficulté.

En conclusion, le Mouvement s'est dit prêt à s'engager activement dans la maîtrise d'ouvrage d'insertion ainsi que dans le développement de la location et sous-location, à condition que des dispositifs de sécurisation des risques soient trouvés tant en matière de garantie de loyer, de financement de l'accompagnement social et de la gestion, que de dégradation des logements.

Contact Presse :

• Remi Gérard, Directeur Général

Tel : 01 42 81 97 75

remi_gerard@pact-arim.org

• Naziha Nhari, Chargée de mission Communication externe

Tel : 01 42 81 97 80

naziha_nhari@pact-arim.org

www.pact-arim.org

¹ Membre du Haut comité pour le logement des personnes défavorisées et membre du collectif pour le droit au logement opposable

² Président de l'ANAH

³ Président de l'APAGL et Vice-Président de l'UESL

⁴ Sous-directeur chargé des organismes constructeurs au Ministère du Logement et de la ville